



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région de Grands Lacs



CONSTRUIRE UN MASISI AVEC TRIBUS MAIS SANS TRIBALISME : ENJEUX, DEFIS ET PERSPECTIVES

Par

Aloys Tegera

Juin 2015

I. LES FAITS

A l'initiative d'un des membres du Groupe d'analyse et de recherche-action (GARA) mis en place par Pole Institute en 2013, M. Nyarusumba Kaembe, un Hunde, et d'un ancien combattant hutu, M. Buzakare Kanyeshamba à la tête d'une association nommée PRPDE (Programme de Reconstruction, de Pacification pour le Développement Economique), trois journées de sensibilisation à la cohabitation pacifique ont été organisées à Kibarizo, Kitchanga et Muheto. Le processus a été appelé « *Masisi avec tribus mais sans tribalisme* ». A l'issue de ces travaux qui avaient joui d'une mobilisation populaire extraordinaire, Pole Institute qui avait assisté aux deux dernières journées, a proposé aux deux organisateurs de prendre du temps pour s'asseoir et capitaliser ces travaux afin de dégager une feuille de route pouvant guider cette dynamique et leurs actions ultérieures.

Pole Institute a ainsi réuni à Kitchanga dans la Collectivité de Bashali, du 16 au 18 septembre 2014 des anciens combattants Hutu et Hunde, des représentants des mutuelles tribales, le président de la communauté hutu de Masisi, des pasteurs des églises, des chefs de groupement et localités, des chefs des postes administratifs, et des représentants de Tutsi de Kilolirwe. Tous sont mus par la même volonté de construire un Masisi sans tribalisme où toutes les ethnies peuvent vivre ensemble. Ils sont conscients que si aucune communauté n'a plus peur d'être attaquée par une autre ethnie, les armes qu'ils détiennent n'auront plus de raison d'être. Ils comptent organiser *des noyaux acquis à la cohabitation pacifique*, en commençant par les 3 endroits où les journées de cohabitation dans « Masisi avec tribus mais sans tribalisme » ont été organisées (Kibarizo, Kitchanga et Muheto) ; lesdits noyaux pourront sensibiliser les membres de leur zone de vie à remettre les armes aux autorités compétentes.

Et c'est ici que le bât blesse. Après une journée de réflexion extraordinaire avec pour la première fois les anciens combattants et leurs soutiens parlant avec une telle franchise et détermination, le soir, quand nous étions en train de manger, le groupe mobile d'intervention (GMI) de la police nationale congolaise (PNC) qui allait être relevé le lendemain a commencé à tirer à l'arme de guerre en désordre. La police locale qui savait que ce groupe de policiers se comportaient en bandits qui pillent les populations locales à chaque fois qu'ils en ont l'occasion, avaient alerté un commando de l'armée basé à Kahe, une localité toute proche, pour leur venir en aide afin d'empêcher ces policiers pillards de commettre des exactions sur la population civile. Les combats entre les deux camps ont débuté à partir de 21h30 à l'arme lourde et fusils d'assaut et ont duré plus d'une heure. Nous étions en train de manger en plein air dans un petit hangar construit avec des roseaux et couvert d'une toile en plastique. Une moindre balle perdue suffisait pour nous tuer et nous nous sommes tous couchés par terre pendant tout le temps que ce drame se déroulait. Inutile d'expliquer l'état de nos émotions dans ce drame et notre sentiment d'impuissance.

Le lendemain matin, 18 septembre 2014, nous avons appris que 2 policiers pillards avaient été tués dans les affrontements et un troisième blessé. Leurs collègues voulaient récupérer

leurs corps et en étaient empêchés par les éléments des FARDC et ceux de la Monusco. Six policiers du GMI identifiés comme meneurs ont été désarmés et mis aux arrêts. Les corps des policiers tués ont été amenés à Goma par la Monusco et le calme est revenu dans Kitchanga après que les mêmes policiers qui devaient quitter Kitchanga ont tenté de piller quelques boutiques des citoyens paisibles avant de partir. Leur quartier général se trouvait à l'entrée de Kitchanga sur la route vers Goma, et ainsi nous sommes restés tranquillement à notre hôtel en attendant que la crise se termine.

Dans l'entre-temps, nous avons délocalisé notre lieu de travail qui était dans la salle de la CBCA car les deux corps étaient à l'hôpital CBL connexe, et nous sommes allés travailler dans la grande salle de la paroisse plus loin.

Une des leçons que les participants à l'atelier ont tiré de cet incident, a été exprimé par l'un des anciens combattants : " Vous nous demandez de remettre nos armes à ces gens-là qui tirent sur nous toute la nuit ; mais comment pouvons-nous les remettre à des gens qui demain vont tirer sur nous ?". Une telle réflexion pose une question de fond, celle de la légitimité d'un Etat prédateur et le devenir d'une population ne sachant plus quoi faire pour s'en sortir.

En effet, les différents témoignages que les participants aux trois journées de réflexion avaient retenus disent ceci :

- Une autorité, un gouvernant ou un chef n'a pas d'ethnie
- La paix c'est la somme de tous les acteurs concernés
- Le pouvoir a été manipulé par chaque communauté ethnique
- Nous avons inculqué à nos populations des idées destructrices
- Nous voulons une cohabitation pacifique concrète
- La victoire nous appartient tous, toutes ethnies confondues
- La paix commence par la base
- L'homme, c'est une fortune pour l'autre et non son ennemi
- La peur de l'autre que nous entretenons nous manipule
- Ces guerres que nous avons menées nous ont en retour amené la pauvreté, la famine et la misère
- Un Hunde ne pouvait pas passer à Kibarizo sans se faire tuer, ni cultiver sans que ses récoltes ne soient pillées, maintenant c'est possible, un Hunde passe et cultive sans difficulté.
- Moi chef de la mutuelle ethnique de ma communauté j'ai tout fait pour saboter et empêcher mes gens de se rendre dans la journée de cohabitation à Kibarizo mais maintenant je commence à voir que le travail est sérieux.
- Un Hutu ne pouvait pas se promener à Kitchanga mais maintenant c'est chose faite
- La reconnaissance du pouvoir coutumier est impérative aussi longtemps que le Mwami se comporte comme celui qui est au-dessus de la mêlée, donc des ethnies.
- Nous devons nous accepter et nous accueillir mutuellement
- Cette initiative doit s'étendre à travers tout le territoire de Masisi.
- Nous avons foi dans cette initiative de construction de la paix malgré les difficultés pour mobiliser les moyens financiers.

- Les jeunes sont au cœur de la violence qui nous endeuille et aimeraient apporter leur pierre à cet édifice de construction de la paix.
- Les politiciens ne sont pas contents de cette initiative de construction de paix et vont la saboter soit en achetant les initiateurs ou en les déstabilisant par toutes sortes de stratégies.
- Moi j'ai été utilisé pour distribuer des armes dans les villages, mais quand j'ai été arrêté aucun de ceux qui m'avaient donné les armes à distribuer n'est venu m'aider à m'en sortir.
- La guerre est à l'origine de la ruine du territoire de Masisi, nous voulons un Masisi sans armes parmi ses habitants.
- Danser et manger ensemble sont de bons moyens pour la construction du pont de l'unité et de cohésion entre nous.
- Certes nous avons du tribalisme entre nous, mais la guerre du Rwanda et l'arrivée des réfugiés rwandais ainsi que les différentes guerres de leur poursuite au Congo organisées à partir du Rwanda ont enfoncé le territoire de Masisi dans sa ruine.
- La mauvaise gouvernance de notre pays est à la base de nos guerres
- Les armes sont entre les mains de nos trois ethnies et il n'y aura pas de paix aussi longtemps qu'elles sont gardées parmi les populations.
- Le chômage de nos jeunes contribue à leur mobilisation facile pour prendre les armes avec lesquelles ils peuvent piller et se nourrir. Comment les impliquer et les encadrer dans les activités d'insertion socio-économiques ?
- Les politiciens sont au cœur de nos dissensions.
- L'Etat congolais est malade et dans sa maladie, chaque communauté se débrouille en se procurant des armes pour sa protection.
- Nous avons tendance à généraliser sur toute une ethnie les méfaits des individus.
- Nous voulons être des multiplicateurs de la paix.
- Notre ignorance facilite la manipulation des politiciens

Dans les discussions de ces deux jours d'atelier de Kitchanga, un consensus avait émergé que l'ennemi des Hutu, n'est pas un Hunde mais un autre Hutu, notamment celui qui incite à prendre les armes et à attaquer les Hunde pour accéder au pouvoir au niveau provincial ou national. Il en va de même pour les Hunde ou pour les Tutsi et en définitive, l'ennemi de la population c'est l'Etat qui déploie des bandits qui les tracassent, les tuent, les volent, les violent et les pillent alors que la police et l'armée ont pour mission de protéger les personnes et leurs biens.

Dans nos discussions sur le ramassage des armes, il a été souligné que l'incident du soir du 17 septembre 2014 n'enlève en rien le fait que pour avoir une paix durable dans nos villages nous devons ramasser les armes qui pullulent dans nos villages. Mais comment les remettre à nos forces de sécurité telles que nous les avons vues à l'œuvre toute la nuit du 17 septembre et que de toutes les façons certaines autorités pourraient les redistribuer par les biais d'autres circuits qu'elles vont inventer?

L'atelier de Kitchanga a montré que :

- les populations sont fatiguées des années de guerre et veulent vivre en harmonie ensemble comme au bon vieux temps,
- les politiciens manipulateurs se sentent déstabilisés par une telle initiative commencée par les mêmes qu'ils ont utilisés et abusés pendant beaucoup d'années,
- les paisibles citoyens s'ils n'ont plus peur d'être attaqués par d'autres paisibles citoyens d'autres ethnies, ils sont prêts à remettre leurs armes ; mais à qui? car les soi-disant autorités sont souvent à l'origine de leurs malheurs et n'hésiteront pas à retourner les mêmes armes dans leurs villages,
- la construction de la paix par les populations à la base et qui l'ont décidé elles-mêmes est une force que les politiciens ne sauront ni contenir ni arrêter,
- l'initiative appuie le retour des chefs locaux Hunde pour travailler main dans la main avec les secrétaires Hutu qui assuraient l'intérim et que ce sont ces derniers qui en ont fait la demande,
- l'initiative doit chercher le soutien des pasteurs et chefs locaux acquis à la cause pour mobiliser les populations,
- l'initiative est née dans la chefferie Bashali par deux messieurs, Nyarusumba (un Hunde), et Buzakare (un Hutu) ; leurs actions doivent s'enraciner dans le Bashali tout en sachant que la chefferie Bahunde et les chefferies secteurs de Katoyi et Ufamandu ont besoin aussi d'une telle initiative de construction de paix par la base. Il a été recommandé que les uns et les autres (Hutu, Hunde et Tutsi) identifient les personnes qui veulent tourner la page et travailler pour le changement pour les associer à ce processus de paix.

Kitchanga aura été un atelier fructueux et riche et l'incident de la police pilleuse et violente aura montré les limites de nos actions tant que l'acteur principal, l'Etat, est en définitive l'ennemi principal des populations. Cependant, la détermination et l'engagement dont les participants ont témoigné ouvrent une grande porte d'opportunités de construction de la paix et qui étaient quasiment fermées les vingt dernières années. L'accompagnement d'une telle initiative est une bouffée d'oxygène après de longues nuits de tâtonnements.

II. L'ANALYSE

Les discussions entre participants ont tourné autour de trois concepts clés : l'identité, le pouvoir et la terre. Ce triangle sociétal somme toute normal pour tout groupement humain, est devenu un triangle de la mort qui a endeillé le territoire de Masisi et la RD Congo en général.

1. L'identité.

Les participants ont eu du mal à trouver une traduction appropriée du concept « identité » en langue swahili dans laquelle les discussions se déroulaient. L'expression « *umutu binafsi* » (la personne en soi) ou le terme « *kabila* » (l'ethnie), même pris ensemble, ne rendent pas entièrement la richesse du concept « identité » qui, malheureusement a été réduit à « l'ethnie » dans l'entendement de beaucoup d'habitants du territoire de Masisi et ailleurs dans le pays.

Selon le dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie¹, le terme « ethnie » désigne un ensemble linguistique, culturel et territorial d'une certaine taille, le terme « tribu » étant généralement réservé à des groupes de plus faible dimension. Dérivée du grec « ethnos », le concept ethnie (comme celui de tribu) est resté longtemps d'usage exclusivement ecclésiastique. Il désignait, par opposition aux chrétiens, les peuples « païens » ou « gentils » qu'en langage séculier on appellera d'abord « nations » ou « peuples », puis, à partir du XIX siècle, « races » et « tribus ». Rappelons que cette période du 19^{ème} siècle est dominée par un débat entre géographes, scientifiques, historiens, linguistes, théologiens et exégètes sur l'hypothèse d'une émergence de plusieurs lignées humaines en des lieux différents.²

Au début du XX^{ème} siècle, il apparaît un déplacement sémantique. Le terme « nation » est désormais réservé aux Etats « civilisés » de l'Occident. Le terme « peuple », en tant que sujet d'un destin historique, est trop noble pour être appliqué aux « sauvages » nègres de l'Afrique noire en pleine exploration et conquête, et auxquels le terme « ethnie » (comme « tribu »), conviendrait mieux. Ainsi, le terme « ethnie » est désormais défini par une somme de traits négatifs et dont l'émergence répond aux exigences d'encadrement administratif et intellectuel de la colonisation. Ce déplacement sémantique du terme « ethnie » permet de « mettre à leur place » les populations conquises, de les fractionner et de les enfermer dans des définitions territoriales et culturelles conçues et mises en œuvre par la colonisation. En RD Congo, l'instruction du 22 juin 1920 sur le regroupement tribal répond à cet impératif d'encadrement colonial. De vastes zones regroupant plusieurs lignages indépendants et coexistant avec d'autres groupes linguistiques différents se sont retrouvées sous l'autorité d'un chef nommé par l'administration belge et ayant souvent comme qualification, l'aptitude de parler plusieurs langues, notamment le swahili ou le lingala, langues de communication avec les indigènes.

¹ BONTE P, et IZARD M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, PUF, 1991

² CHRETIEN JP, et KABANDA M., *Rwanda : Racisme et Génocide. L'idéologie hamitique*. Belin, 2013, p. 20.

Les études ethnographiques vont s'intéresser à ces nouvelles entités politiques, culturelles et administratives afin de saisir le sens et les dynamiques de ces ethnies hétéroclites.

Certaines ethnies inventées réussirent mieux que d'autres. Pour ne citer qu'un exemple, la construction de l'identité bangala était une invention effectivement réussie. L'ethnologue belge Burssens pouvait écrire en 1958 : « On a cru longtemps à l'existence d'un peuple appelé Bangala, parlant le lingala et possédant des caractéristiques ethniques et culturelles bien déterminées...L'on sait aujourd'hui avec certitude que dans tout le Congo belge, il n'existe pas un groupe ethnique portant ce nom ». ³ Stanley, qui fut le premier à visiter cette région, fut aussi le premier à utiliser ce nom Bangala qu'il qualifia de « tribu indiscutablement supérieure ». D'après les récits des premiers missionnaires, les indigènes eux-mêmes n'avaient jamais utilisé le nom Bangala. ⁴ L'adoption du lingala comme langue de l'armée et langue de communication entre les blancs et les indigènes renforça la légende Bangala représentant à Léopoldville tous les gens venus du haut du fleuve et désignant tous les non Kongo pour les Bakongo bien entendu.

La fédération ethnique, « Liboke Iya Bangala », créée en 1951 sur laquelle Jean Bolikango, natif de Léopoldville mais dont les parents sont originaires de Lisala, a fondé sa carrière politique, était une des grandes compositions politiques qui comptait en 1957, 48 associations tribales et 50.000 membres. ⁵ Mais quand Bolikango proposa la création d'une province du Moyen-Congo basée sur l'existence de l'ethnie bangala, les deux groupes principaux de la région, les Ngombe et les Budja s'y opposèrent considérant que les bangala étaient une création de Léopoldville.

L'approche dynamiste et interactionnelle des années soixante va montrer que l'ethnie est une catégorie évolutive dont les codifications sont constamment renouvelées, les différences culturelles de groupes voisins servant de miroir et de frontière.

L'approche historique en anthropologie permettra d'approfondir cette critique de l'ethnie comme substance, et d'aider à la prise de conscience que bien des ethnies supposées traditionnelles sont des créations coloniales issues d'un coup de force venu traduire en langage savant des stéréotypes répandus dans les populations voisines. Plus généralement, on s'est aperçu que la cristallisation d'« ethnies » renvoie depuis toujours à des processus de domination politique, économique ou idéologique d'un groupe sur l'autre.

Malheureusement, ces ethnies patiemment déconstruites par des années de recherche sont devenues des sujets, reprenant à leur compte le discours ethniciste (ou indigéniste) naguère employé à leur endroit par les dominants. La définition de l'ethnicité est désormais forgée de l'intérieur, au lieu d'être attribuée du dehors. Ainsi, échappant à l'usage auquel elle fut longtemps réservée par l'administration coloniale et l'anthropologie classique, l'ethnie peut s'appliquer maintenant à des contenus sociaux très hétérogènes. En définitive, « l'ethnie n'est

³ Burssens, H., *Les peuplades de l'entre Congo – Ubangi*, Tervuren, Musée royal du Congo Belge, 1958, pp. 14 - 37

⁴ John H. Weeks, *Among Congo Cannibals*, Londres, Seeley, Service and co, 1913, pp. 161 – 165.

⁵ Weeks, op. cit., pp. 48 - 49

rien en soi, sinon ce qu'en font les uns et les autres »⁶. Il n'empêche que malgré ces énormes efforts scientifiques de déconstruction du concept « ethnie », le repli ethnique dicte et oriente les stratégies de survie et de mobilisation politique de plusieurs sociétés humaines en Afrique et ailleurs.

Dans le Masisi, la proposition de création de la province du Nord-Kivu en mars 1962, était fondée sur une identification claire entre le fameux binôme « nous » et les « autres », le nous, traduit en autochtones Hunde, Nyanga et Nande et les autres, en Banyarwanda, étrangers. L'introduction des cartes d'identité citoyenne de 1970, la loi sur la nationalité de 1972, la lutte d'influence au sein du parti unique MPR et enfin la loi sur la nationalité de 1981 abrogeant celle de 1972, ont exacerbé la conscience ethnique entre le 'nous' autochtones et les 'autres' étrangers jusqu'aux affrontements interethniques de 1993 et le repli de chaque communauté nord-kivutienne dans sa mutuelle ethnique : Bushenge (Hunde), Kyahanda (Nande), Magrivi (Hutu), Umoja (Tutsi et Hutu) etc...

Ces replis ethniques sont organisés et entretenus par les élites urbaines et les stratégies de renforcement de chaque mutuelle ainsi identifiées reviennent aux intellectuels de chaque communauté basés dans les différentes villes du pays. Les pères spirituels de l'extrémisme hutu Magrivi n'ont jamais bougé de Kinshasa tout en tirant les ficelles pour manipuler le Bwisha ou le Masisi profond. L'invention du « gihutu » comme langue parlée au Bwisha est à l'origine imputée à certains intellectuels hutus vivant dans la ville de Lubumbashi et non aux villageois de Tshengerero dans le Jomba qui identifient leur langue comme étant fondamentalement le kinyarwanda.⁷

Ce continuum culturel avec le Rwanda voisin a, de tous temps, permis les échanges transfrontaliers, le mouvement des populations spontané ou organisé par la colonisation, les opportunités économiques dans la post-colonisation, notamment le gouvernement Habyarimana qui a favorisé un exode massif des jeunes intellectuels hutu congolais. Cependant, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et plongé le Masisi dans une succession de guerres ethniques fut l'option des politiciens du Nord-Kivu d'exclure les Hutu et les Tutsi du territoire de Masisi ainsi que les Tutsi du territoire de Rutshuru de la conférence nationale souveraine (CNS) de 1992. Dans un contexte politique marqué par la vague de démocratisation de l'Afrique au lendemain de la chute du mur de Berlin et le fameux discours de la Baule de François Mitterrand, les jeunes hutu du territoire de Masisi exclus de la construction du devenir de leur propre pays allèrent gonfler les rangs des Forces Armées Rwandaises (FAR) du président Juvénal Habyarimana en lutte contre une insurrection des Tutsi du Front Patriotique Rwandais (FPR) venu du nord en Ouganda. Les jeunes Tutsi des territoires de Masisi et Rutshuru, aussi bien exclus de la construction d'un Congo démocratique avec leurs compatriotes, prirent les pistes des brousses et de la forêt pour aller rejoindre les maquisards de Paul Kagame dans le nord du Rwanda. Une guerre entre Rwandais venait d'être appropriée par les Hutu et les Tutsi Congolais et son dénouement avec le génocide des Tutsi et la fuite de millions de Hutu hantent le Kivu jusqu'aujourd'hui.

⁶ BONTE P., IZARD M., *op.cit.*, pp. 242 – 244.

⁷ TEGERA A., « Les villes et la naissance des ethnies », inédit, octobre 2011.

L'arrivée au Kivu des ex-FAR et Interahamwe rwandais avec armes et munitions dans un contexte d'affrontements armés entre Hutu et Hunde débutés en 1993 a fait basculer les rapports de force du côté de Hutu congolais qui ont bénéficié du savoir-faire et des armes de Hutu rwandais. Les Hunde furent massacrés à une échelle indescriptible. Aussi, la présence de Hutu rwandais sur le sol kivutien exigeait une quasi « purification ethnique » des Tutsi vivant au Kivu, et le dernier groupe des Tutsi installé à la mairie de Goma fut contraint de traverser la frontière du Rwanda au printemps 1996.

L'avènement des rebelles de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila et la politique subséquente d'intégrer les différentes milices ethniques en une seule armée nationale au nom de la paix, n'a ni pansé les blessures des uns et des autres, ni réglé leurs revendications si bien qu'une multitude de milices armées se réclamant de telle ou telle ethnie écument l'ensemble du Kivu. La défaite du M 23 en novembre 2013 n'aura été qu'une étape sans un processus de désarmement qui pourrait être long.

Les participants au processus « *Masisi avec tribus mais sans tribalisme* » sont conscients que les milices ethniques pour lesquelles ils se sont battus se sont retournées contre les mêmes populations qu'elles étaient censées défendre et vivent sur leur dos si bien que cette succession de guerres et la prolifération des armes à feu au sein des paisibles paysans, leur ont amené la mort, la pauvreté, la famine et la misère. En souhaitant un Masisi sans tribalisme, c'est affirmer leur volonté de mettre fin à ce chapelet de malheurs qui ne se termineront jamais aussi longtemps que les populations civiles armées, mêlées aux anciens combattants toujours armés, font la pluie et le beau temps.

2. Le pouvoir.

Lors de la présentation individuelle des participants où chacun disait le groupe ethnique dont il/elle est originaire, un chef de groupement Bashali s'est présenté comme n'ayant pas d'ethnie spécifique, car étant un chef coutumier, il doit être le chef de toutes les populations dans sa circonscription, toutes ethnies confondues, et se montrer par ses faits et son attitude au-dessus de la mêlée. Il venait de définir en de termes simples ce qu'est le pouvoir. Le mot « pouvoir », dérive du latin « potestas » ou « potentia » qui veut dire « aptitude », et les deux mots viennent du verbe « potere » qui veut dire pouvoir ou être capable. Ainsi, à l'origine, le pouvoir dénote l'aptitude, les qualités morales, intellectuelles et humaines à conduire le devenir d'une communauté humaine donnée. La réduction du pouvoir à un individu (dictature), à une maisonnée (« akazu »), à un groupe d'intérêts (hégémonie) ou à un groupe ethnique (tribalisme) sont une dénaturation pure et simple du pouvoir dans son entendement basique.

Dans la chefferie Bashali, le pouvoir coutumier revient traditionnellement aux Hunde, qui ont, de façon récurrente, valorisé positivement l'apport des immigrés Banyarwanda dans la construction politique de cette entité.

En effet, au lendemain de l'indépendance en 1960, les concentrations des populations Banyarwanda issues des migrations des années 1936 – 1955 et installées par l'administration

coloniale pour constituer un réservoir de la main-d'œuvre dans les territoires de Masisi et Rutshuru (Bwito), ont été déterminantes dans les élections législatives de mai 1960 et seront depuis lors source d'inquiétude et de frustration pour les non- Banyarwanda, notamment les Hunde du territoire de Masisi à cause du poids démographique que ces immigrés banyarwanda représentent.

Au cours de la session du Conseil de Province de mai 1959, le grand chef hunde, André Kalinda, demanda aux autorités coloniales du Kivu de ne pas accorder aux immigrés banyarwanda le droit d'être élus au suffrage universel. Il proposait plutôt que les conseillers banyarwanda soient nommés par lui-même et que leur nombre soit inférieur à celui des conseillers hunde.⁸ Du 9 au 11 octobre 1959, Albert Kalinda, fils du grand chef André Kalinda, effectua une visite dans les groupements Bashali Bafuna, Bashali Mokoto, et Bashali Kaembe, pour faire signer aux chefs coutumiers de ces groupements un document à envoyer à l'administrateur déclarant que les Banyarwanda installés dans la région n'avaient pas le droit de voter aux élections de mai 1960. Les trois chefs coutumiers de Bashali Bafuna, Bashali Mokoto et Bashali Kaembe refusèrent de signer le document, (contrairement aux notables hunde banyungu), en argumentant que les Banyarwanda représentaient les 80 % du total de leurs circonscriptions et que certains parmi eux habitaient dans la région depuis plus d'un demi-siècle.⁹ La réaction administrative fut rapide. L'ordonnance législative no 25/552 du 6 novembre 1959 reconnut aux immigrés banyarwanda le droit d'être électeurs et éligibles aux conseils de territoire, de commune, de ville et de province. Dans leur lettre du 29 octobre 1959, les Bahunde Bashali avaient aussi manifesté leur volonté de s'affranchir de la domination des Bahunde Banyungu, de s'ériger en chefferie autonome, et d'obtenir que la région de Mokoto soit constituée en une chefferie distincte. La proposition fut avancée par les élus Hangi et Bulenda issus de la liste du « Front Commun Bashali », et ces derniers eurent gain de cause. Leur proposition fut approuvée par l'Assemblée Provinciale du Kivu dans sa séance du 15 novembre 1961.

Les Bahunde Bashali avaient utilisé le poids démographique des immigrés banyarwanda pour revendiquer l'autonomie et la viabilité administrative de leur chefferie. Une fois cette autonomie acquise, il n'empêche que le poids démographique des mêmes immigrés banyarwanda posait un sérieux problème de survie politique de la minorité Bahunde Bashali dans leur fief traditionnel dans la post-colonisation. Les dernières élections législatives de novembre 2011, à l'issue desquelles sur 7 députés nationaux, il y a 5 élus hutu, 1 élu tutsi et 1 élu tembo et aucun élu hunde. Ces élections sont brandies de façon récurrente comme une preuve irréfutable de l'élimination politique des Bahunde dans le territoire de Masisi. Bien évidemment les candidatures hunde présentées en ordre dispersé, (104 candidats hunde sur 212 pour 7 sièges à pourvoir), seraient une explication de cet échec, mais il n'en reste pas moins que cette anomalie de l'absence de la représentation hunde au Parlement national 2011 – 2016 devrait servir de leçon et pousser à la mise en place des mécanismes des listes proportionnelles inclusives dans lesquelles toutes les composantes ethniques du territoire de Masisi seraient valablement représentées.

⁸ Conseil de Province du Kivu : Session de mai 1959, p. 548.

⁹ Manifeste de Chefs et Notables des groupements Washali Mokoto, Washali Bafuna et Washali Kayembe au Ministre de la colonie, Mweso, le 29 octobre 1959.

L'invitation adressée aux chefs de localité hunde par les secrétaires administratifs hutu qui assurent l'intérim dans le Bashali depuis pratiquement plus d'une quinzaine d'années pour qu'ils reviennent et reprennent leurs places est un signe dans le bon sens. Il y eut un temps où une telle invitation était impensable car pour nombre de Hutu, les guerres de ces vingt dernières années ont mis les Hunde à leur place et il n'était plus question qu'ils règnent sur eux comme naguère avant les années 1990. En demandant que le pouvoir coutumier revienne dans les entités du pouvoir à la base, il y a une sorte de prise de conscience qu'aucune ethnie n'a en définitive bénéficié de ces guerres et que la paix passe par le retour à une coexistence pacifique, toutes ethnies confondues.

Un des participants à la rencontre de Kitshanga a annoncé qu'un édit provincial serait bientôt signé pour rétablir « la redevance coutumière » (« ikoro »), une sorte de taxe sur la production des paysans en nature ou en monnaie. Coupler la reconnaissance du pouvoir coutumier avec le rétablissement hâtif de la redevance coutumière serait un acte maladroit en ce moment. Les paysans hutu ont dans l'ensemble souffert des traitements abusifs par les chefs hunde locaux de la collecte de la redevance coutumière. Certains paysans ont même été carrément chassés de leurs champs qui ont été revendus aux plus offrants ou transformés en domaine privé des chefs. Il est impératif qu'un dialogue constructif soit mis en place pour discuter de nouveaux rapports d'échanges symboliques entre le pouvoir coutumier et sa population et dégager un *modus vivendi* acceptable par les deux parties.

3. La terre.

Toute société humaine constitue en territoire l'espace de vie qu'elle occupe en agissant sur les composantes naturelles de son milieu, (les ressources minérales, végétales ou animales), soit directement (la cueillette), soit en utilisant divers instruments (la chasse, l'agriculture) ou par le biais d'éléments médiateurs (la domestication animale). Sur ces supports matériels, soumis à des lois de fonctionnement et d'évolution spécifiques, agissent des connaissances (savoir-faire), des idées et des valeurs consacrant le processus de territorialisation d'une culture donnée et son ancrage sur un sol. Ce procès d'occupation humaine d'un espace de vie (un territoire), et les types d'utilisation de ressources actualisant ce procès, mettent en évidence la forme d'ensemble des rapports sociaux telle qu'elle transparait à travers les modes d'appropriation collective de ces ressources (une appropriation communautaire, clanique ou lignagère).

Un espace de vie est généralement un élément de médiation entre les vivants, d'une part, leurs ancêtres et les forces surnaturelles d'autre part. La terre comme espace de vie pérennise la présence des ancêtres et légitime celle des vivants. Autour de la terre s'organisent les hiérarchies sociales, le « maître de la terre » incarnant le lien entre ancêtres et vivants, assurant ainsi la reproduction de l'inscription sur le sol.¹⁰

¹⁰ BONTE P., IZARD M., *op.cit.*

Dans le territoire de Masisi, deux rapports à la terre coexistent sans vraiment se comprendre mutuellement ni se rencontrer.

Pour les Hunde, la terre est la propriété exclusive du *mwami* (*mwami yenika butaka*). Ce dernier la distribue à ses sujets en collaboration avec ses conseillers et administrateurs (*Batambo*), et moyennant un tribut (*mutulo* ou *ikoro*), composé de la bière, d'une chèvre, d'une vache ou des produits vivriers. C'est un droit d'usage et non de propriété privée au sens du droit romain mais qui ne peut être retiré à l'utilisateur à moins d'une faute grave.

Pour les Banyarwanda, le travail inscrit sur la terre gagnée sur la forêt par le défrichement est une propriété foncière lignagère (*ubukonde*) appartenant à ses membres vivants et à venir. L'*ubukonde* représente le rapport à la terre le plus ancien chez eux. Cependant, l'introduction de deux produits, la banane et la vache nécessitant de grands espaces, ont introduit au 19^{ème} siècle la notion de la propriété individuelle privée (*isambu*). La bananeraie, étant une culture pérenne, est une propriété individuelle et transmissible d'individu à individu. Les aires de pâturage (*umukenke*) sont vite devenues une propriété privée (*isambu*) transmissible de père en fils.

La colonisation européenne qui s'impose fin 19^{ème} et début 20^{ème} siècles est venue s'inscrire dans ce contexte complexe du rapport à la terre des populations dans la région des Grands Lacs africains où la notion de la propriété collective coexiste avec la notion de la propriété privée acquise par la mise en valeur.

D'entrée de jeu, le territoire de Masisi a été choisi par le pouvoir colonial comme une zone d'implantation des colons blancs. Dès 1928, le Comité National du Kivu (CNKi) a procédé au lotissement des terres domaniales et celles jugées vacantes après le rachat des droits indigènes. Ces terres ont par la suite été louées aux colons blancs pour le développement d'une économie des plantations de café, de thé, de quinquina et l'élevage de bovins.

L'économie des plantations nécessitait une forte main-d'œuvre et celle disponible était prioritairement employée dans le secteur minier. C'est dans ce cadre que les migrations Banyarwanda furent organisées entre 1936 et 1955 pour constituer un réservoir de la main-d'œuvre bon marché non seulement pour l'économie des plantations mais aussi pour les mines. Une chefferie Banyarwanda fut créée dans le Bashali et quand cette dernière fut saturée, les autres immigrés Banyarwanda furent installés dans les autres chefferies Bahunde et placés sous l'autorité des chefs Bahunde. Ces constructions politiques et économiques complexes pouvaient survivre aussi longtemps que le pouvoir colonial était en place.

Avant 1953, le territoire de Masisi était la région la moins peuplée du district du Nord-Kivu (7,7 habitants au km²). C'est dans ce sens qu'elle fut non seulement la région choisie pour l'implantation de la colonisation blanche mais aussi comme zone idéale d'orientation d'immigrés Banyarwanda. La décision administrative d'ériger le territoire de Walikale en une entité politique et administrative en 1954 a, du jour au lendemain, fait de Masisi le territoire rural le plus petit (4.400 km²) et le plus peuplé (37,8 habitants au km²) du district du Nord-Kivu.

Face à cette situation foncière et démographique, l'administration coloniale souhaitait dès 1955 une solution d'ensemble et non fragmentée pour le Kivu montagneux en travaillant pour un glissement des populations vers l'ouest du Graben albertine.

L'indépendance précipitée de 1960 arrêta net ce projet de glissement ordonné des populations, le chaos et les troubles subséquents furent une occasion de remettre en cause non

seulement le poids démographique que les Banyarwanda représentaient dans le Masisi mais aussi les terres de la colonisation blanche qui étaient gérées par le service des titres fonciers à Bukavu.

Les plantations abandonnées par les colons blancs dans la post-colonisation furent reversées dans les titres fonciers vacants et revendus soit aux Blancs qui ont choisi de rester ou aux Congolais qui en avaient les moyens.

La loi foncière de 1973, couplée avec les mesures de zaïrianisation de la même année permirent aux barons du pouvoir de Mobutu ainsi qu'à d'autres qui pouvaient se le payer d'accéder à ces plantations cadastrées et protégées par la loi. Parmi les nouveaux propriétaires issus de la loi foncière de 1973, les Banyarwanda représentent une part importante des acquéreurs des terres.

Cependant, d'après cette loi foncière de 1973, pour avoir accès à une propriété privée il fallait faire enregistrer sa terre au cadastre foncier. Ce mode exclusif d'accès à la propriété privée poussa beaucoup de chefs coutumiers à faire enregistrer au cadastre foncier les terres de la chefferie qu'ils jugeaient comme les leurs. Cette rupture entre la conception collective de la terre (par les chefs hunde) et la propriété privée (enregistrée au cadastre foncier), marque le début d'un bras de fer entre les immigrés banyarwanda et le pouvoir coutumier. Ce dernier avait installé les immigrés banyarwanda sur les terres de la chefferie conçues comme une propriété collective gérée par le *mwami* avec un droit d'usage et non d'appropriation privée. Les immigrés banyarwanda considéraient que les terres mises en valeur et conquises à la forêt par le défrichement étaient devenues leur *ubukonde* appartenant au lignage. Ce malentendu persiste jusqu'aujourd'hui et les guerres successives l'ont exacerbé. Un des exemples parmi plusieurs, dans les groupements de Bigiri et Buabo, les terres de la chefferie enregistrées au cadastre foncier par les chefs avaient contraint plusieurs ménages banyarwanda à s'installer plus loin dans le groupement secteur de Katoyi où il y avait des terres vacantes. Les guerres ethniques débutées en mars 1993 ont repoussé ces Banyarwanda installés à Katoyi vers le Masisi et tout naturellement ils sont revenus s'installer sur les terres qu'ils occupaient avant, même si depuis lors, elles étaient devenues une propriété privée du chef local hunde.

Ce mouvement des déplacés internes qui errent partout à la recherche d'un espace de vie est à l'origine d'un autre phénomène nommé *ukubohoza* ou prendre par la force. Il s'agit de la réquisition des terres par un seigneur de guerre avec l'appui de certains politiciens. Ces derniers invitent les déplacés internes à occuper les terres réquisitionnées moyennant un paiement en monnaie ou en produits vivriers lors de la récolte. Et comme la plupart d'entre eux ne peuvent pas retourner dans leurs villages à cause de l'insécurité, ce phénomène d'*ukubohoza* est devenu une stratégie de survie pour les déplacés internes et une source d'enrichissement pour les seigneurs de guerre et certains politiciens qui tirent les ficelles.

Il n'y a pas que les propriétés individuelles qui subissent de plein fouet ce phénomène d'*ukubohoza*, il y a aussi des espaces publics comme le parc national des Virunga dans sa partie occidentale où les déplacés internes tutsi se sont installés durablement.

Ceci dit, d'autres arrangements à l'amiable existent surtout entre les réfugiés tutsi installés au Rwanda et en Ouganda et leurs amis paysans hutu restés en RD Congo qui cultivent ou font cultiver leurs terres et paient au propriétaire un certain pourcentage. D'après certains témoignages, pour un hectare loué et produisant dix sacs de haricots, un sac de haricot est donné au propriétaire. Même dans ce cas où un *modus vivendi* existe entre propriétaires et

usagers, à la question de savoir si les usagers aimeraient voir les propriétaires réfugiés revenir la réponse est tout simplement non. Leur retour suppose que les propriétaires pourraient décider le type d'exploitation rentable qui convient à leurs terres et les actuels usagers verraient leurs revenus diminués par rapport à ceux qu'ils gagnent aujourd'hui.

L'incapacité de l'Etat congolais à rétablir l'ordre et la loi sur l'ensemble de son territoire, de permettre aux déplacés internes de regagner leurs villages, et aux réfugiés de rentrer dans leur pays rend ces conflits autour de la terre dans le Masisi et ailleurs apparemment inextricables. En quoi la nouvelle dynamique de « construire un Masisi sans tribalisme » pourrait aider à désamorcer cette situation complexe et écrire une nouvelle page d'un vivre ensemble possible dans le Masisi et ailleurs ?

III. LES ENJEUX

La volonté et la détermination de « construire un Masisi sans tribalisme » qu'affichent les anciens combattants hutu et hunde, la plupart de combattants tutsi étant encore réfugiés au Rwanda et en Ouganda, offrent certes la possibilité d'un virage important depuis plus de vingt ans et une opportunité à saisir pour les acteurs de paix accompagnateurs de tel processus. Il est cependant légitime de se demander en quoi cette nouvelle dynamique de construction de paix initiée par les acteurs de base dont certains ont participé à toutes sortes d'atrocités pourrait réussir là où d'autres initiatives ont échoué. Rappelons notamment les travaux de Campagne pour la Paix en 1998, et de multiples d'autres initiatives de ce genre tels le Barza intercommunautaire, la Commission de pacification, les noyaux de légitimité initiés par Pole Institute, les comités locaux de pacification issus de la conférence de Goma de janvier 2008, les paillottes de paix d'Alfa Ujuvi etc.....

Beaucoup de ces initiatives se sont appuyées sur des notables ou des personnes significatives censées être influentes au sein de leurs communautés ethniques de base et capables de relayer le message de paix. Les résultats sont maigres et une évaluation de ces différentes initiatives s'impose pour pouvoir en tirer des leçons. Cependant, il y a une sorte d'impression que nombre de ces acteurs constituaient à la fois une sorte de couvercle sur la marmite soumise à toutes sortes de pressions exogènes et endogènes et dont l'intérieur était inatteignable, une sorte de pré - carré réservé aux initiés.

La nouvelle dynamique de « construire un Masisi avec tribus mais sans tribalisme » diffère des initiatives antérieures par le fait qu'elle émane des acteurs issus de ce fond de la marmite et responsables du mal qui se construisait, se semait et se récoltait dans le Masisi profond. Sans porter un jugement de valeur, il est impératif de comprendre leur motivation et l'objet de leur virage car les enjeux sont de taille.

- Il y a d'abord le problème de la sécurité physique. Certes les politiciens rompus à la manipulation et qui ont tiré des dividendes en termes de positionnement politique et d'énormes avantages économiques préfèrent continuer à pêcher dans les eaux troubles et non dans un contexte de paix et de cohésion sociale. Hypothétiquement, ils pourraient tenter soit d'acheter ces acteurs moyennant l'argent dont ils ont toujours usé et abusé, soit créer un groupe opposant capable d'engager une guerre intestine, ou carrément tenter de couper les têtes en assassinant les leaders.
- L'équilibre de terreur qui s'est imposé en l'absence d'un Etat capable de sécuriser les personnes et leurs biens a forcément provoqué un déséquilibre démographique en termes d'occupation du territoire. Dans le Masisi, les survivants hunde sont répartis sur les sites de Sake, Kitchanga, Masisi centre et Nyabyondo, les autres villages étant difficilement accessibles à cause de l'insécurité persistante. Les survivants tutsi sont pour la plupart dans les camps des réfugiés au Rwanda et en Ouganda. Quant aux survivants hutu, ils occupent la quas- majorité du territoire de Masisi. Pour certains parmi eux qui jubilaient que « les Hunde ont été mis à leur place » et que « les Tutsi sont rentrés chez eux », une proposition de cohabitation pacifique, toutes ethnies

confondues, est tout simplement un recul par rapport aux acquis chèrement gagnés et sans doute une idée à combattre avec la toute dernière énergie.

- La prise de conscience qu'aucune paix n'est ni possible ni durable aussi longtemps que les armes à feu pullulent dans les villages est une évidence que partagent les acteurs de la dynamique de construire un Masisi sans tribalisme. Ils/elles sont persuadés que si chaque communauté ethnique pouvait se rassurer qu'elle ne sera plus attaquée par l'autre ethnique, les armes à feu n'ont pas de raison d'être dans leurs villages et ils seraient prêts à les remettre. Mais à qui ? C'est la question difficile à répondre. L'absence d'Etat est toujours d'actualité et les pêcheurs en eaux troubles toujours présents pour retourner les mêmes armes dans les villages aussi longtemps que le chaos leur est profitable.
- L'harmonie entre communautés, toutes ethnies confondues, pourrait inciter les déplacés internes à retourner dans leurs villages et les réfugiés tutsi de rentrer au pays. Les conflits fonciers tant évoqués que leur retour provoquerait est une question qu'il faut prendre au sérieux et en faire un objet d'un débat franc et ouvert car les mêmes populations vivant à la base qui souhaitent construire un Masisi sans tribalisme sont aussi pour la plupart capables d'aider à trouver de réponses adéquates à ces mouvements d'occupations illégales des terres des déplacés internes et réfugiés externes.
- Le chômage des jeunes facilite leur mobilisation et leur enrôlement dans les milices ethniques armées. Il est impératif que de grands travaux publics générateurs de la haute intensité en main- d'œuvre comme les routes nationales ou les voiries urbaines soient mis en place. Mais malheureusement cela suppose un Etat conscient de ses défis et capable de trouver des solutions idoines. Dans l'entre- temps quels emplois offrir aux jeunes pour qu'enfin ils puissent manger à leur faim et recouvrer leur dignité ?

IV. PERSPECTIVES

La dynamique de « construire un Masisi avec tribus mais sans tribalisme » vient comme une brise tant espérée et tant attendue. Cependant, il est important de ne pas se précipiter mais de mettre correctement une pierre sur une autre dans la construction de cet édifice. Il serait illusoire de sous-estimer la capacité de nuisance des « peace spoilers » ou les fauteurs des troubles et ennemis de la paix. Pole Institute a l'intention de monter une vidéo de trente minutes reprenant les images des rencontres de Kibarizo, Kitchanga et Muheto et d'en faire un outil pédagogique pour engager un débat constructif avec tous les acteurs sans exception : les notables des communautés, les autorités politiques et administratives, et tous les acteurs impliqués dans cette nouvelle voie de construction de la paix. Ce serait une occasion de restituer au grand public les rêves, les souhaits, la volonté et la détermination de ceux qui aimeraient tourner la page aux années de guerre et écrire ensemble une nouvelle page porteuse d'avenir. Les critiques et les apports des uns et des autres pourront aider à monter l'ossature de cette architecture de construction d'un Masisi sans tribalisme. Un rêve ! Mais qui peut devenir une réalité. Qui sait ?

Le territoire de Masisi serait dans ce sens une zone-pilote et un laboratoire pour ce genre d'exercice et idéalement il faudra trouver des mécanismes pour un effet boule-de-neige à moyen terme dans les autres territoires du Nord-Kivu et ailleurs dans d'autres provinces.

V. LEÇONS TIREES

A l'origine de cette initiative, il y a deux acteurs, un ancien combattant hutu et un notable hunde. Leurs chemins se sont croisés autour d'un constat. Les populations du territoire de Masisi sont fatiguées par plus de vingt ans de violences cycliques et des massacres à grande échelle. Elles affichent une volonté certes encore timide et balbutiante mais néanmoins une détermination de sortir de ce borbier et mettre fin aux manipulations ethniques entretenues par les élites politiques. Ce dialogue entre ennemis d'hier, et cette visibilité par le bas des acteurs qui veulent libérer la parole, dire leur propre histoire, porter et représenter leur passé douloureux pour mieux en assumer les conséquences et enfin tirer les leçons pour la construction d'un avenir qui fait place à « *l'autre différent de moi* » sont les signes d'un virage des possibilités qui s'ouvrent mais aussi des défis à relever. Sur un total de neuf rencontres à Kibarizo, Kitchanga, Muheto, Goma, Lushebere, et Nyabyondo, qui ont mis ensemble les chefs coutumiers, les notables, les pasteurs, les leaders d'opinion, les anciens combattants et d'autres combattants encore actifs, les élites politiques, et la population de base en général, de réflexions profondes ont été exprimées. Nous avons sélectionné certains passages et témoignages que nous reprenons en annexe. Mais nous avons aussi voulu tirer quelques leçons non-exhaustives que nous partageons.

1. La question de la nationalité des Banyarwanda et la représentation politique dans le Masisi.

La non-reconnaissance des Banyarwanda comme Congolais à part entière à l'instar des autres communautés ethniques du Nord-Kivu a de tous les temps été la pierre d'achoppement dans leur relation avec les groupes dits « autochtones » Hunde, Nyanga, Nande, Tembo, Kumu et Kano. Cette non-reconnaissance de la nationalité congolaise aux Banyarwanda est au cœur de violences récurrentes depuis les années 1960 avec la fameuse guerre de *Kanyarwanda* jusqu'aux récentes revendications identitaires du CNDP de Laurent Nkunda ou le M23 de Bosco Ntaganda et Sultani Makenga.

Théoriquement, la question de la nationalité des Banyarwanda a été tranchée une fois pour toutes par la Constitution de février 2006 qui octroie la nationalité congolaise d'origine à tous les groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo à l'indépendance. Ainsi, le patrimoine humain hérité par le Congo à l'indépendance le 30 juin 1960 et appartenant aux groupes ethniques vivant à l'intérieur de ses limites actuelles est réputé congolais d'origine.

Dans le territoire de Masisi où le poids démographique des Hutu Congolais avoisine plus de 80 % de la population, ils détiennent les clés de la représentation politique à tous les échelons depuis les localités de base jusqu'à la députation nationale. Aux dernières élections législatives de novembre 2011 sur les sept sièges à pourvoir, les Hutu ont eu cinq députés nationaux, les Tembo un et les Tutsi un. Les Hunde, qui sans doute étaient partis en ordre dispersé n'ont fait passer aucun député national. Ce déséquilibre démographique dans le Masisi qui peut se muer en un déséquilibre de représentation politique dans les instances

locales et nationales est une question qui a été discutée dans les ateliers et pour laquelle il est impératif de trouver une solution durable. Cette question a été bien analysée par l'administrateur assistant de Masisi quand il dit : «...il faut reconnaître que nous avons un problème de gestion de la démocratie dans notre territoire parce que quand il s'agit d'élire nos représentants, chaque tribu se mobilise pour élire les membres de sa communauté...**Quand un Hutu ira battre campagne pour un Hunde à Kirumbu ou à Kibarizo (bastion des Hutu), nous aurons réussi à faire un Masisi sans tribalisme** ...sinon tous nos efforts que nous sommes en train de fournir seront vains »

Cette prise de conscience de l'impératif de sortir d'une logique de vote ethnique vers la représentation politique basée sur les compétences et le mérite reste sans doute un long chemin à parcourir. Pour les schèmes mentaux, longtemps bourrés, nourris et bercés par une culture de la négation de l'autre et de sa perception comme un ennemi, l'éducation à la tolérance et à l'inclusion de l'autre différent de moi s'impose. L'éducation donnée dans les familles par les parents, souvent responsables des perceptions négatives qu'ils transmettent à leurs enfants, est une priorité pour relever ce défi.

Certains signes encourageants sont perceptibles. Dans l'actuelle campagne pour la députation provinciale, certains jeunes leaders hutu font campagne pour une candidature d'un notable hunde très respecté dans la chefferie Bashali.¹¹ Un bon signe dans la bonne direction. Aussi, dans cette chefferie des Bashali, la population hutu a demandé le retour du mwami hunde Bashali qui avait fui depuis plus d'une dizaine d'année. Il est maintenant installé dans son fief de Kitchanga. La même population hutu a demandé aux chefs de localité de venir prendre leur place et assumer leur rôle de chefs tout en acceptant que les Hutu qui occupaient ces localités depuis bientôt vingt ans gardent le poste de secrétaire de la localité. Les discussions sont ouvertes car certains Hunde refusent arguant que le pouvoir coutumier n'est même pas donné à tous les Hunde et que par conséquent la demande des Hutu de garder le poste de secrétaire de la localité est fallacieuse. Il n'empêche que sur les seize localités dans la chefferie Bashali, quatorze chefs de localité hunde ont déjà regagné leurs villages. Un autre bon signe dans la bonne direction.

S'agissant de la représentation politique, un groupe de quelques Tutsi et Hunde qui se définissent comme « des minorités politiques dans le territoire de Masisi » ont écrit un mémo demandant leur inclusion politique soit sous forme d'un scrutin à la proportionnelle soit sous forme de cooptation de facto. Un tel débat exige une compréhension commune de la question et ses enjeux et un dialogue constructif que les Hunde et les Tutsi doivent mener avec les Hutu. Certes ces derniers sont capables d'imposer une domination politique maximale de par leur majorité numérique. Mais ont-ils vraiment intérêt à régner sans partage dans un Masisi dans lequel les revendications identitaires ont fait couler beaucoup de sang depuis des décennies ou comme disait un pasteur dans un de nos ateliers à Kitchanga « faire de la trinité

¹¹ Un premier round de campagne pour ce notable hunde a été fait par ces anciens combattants hutu mais qui ont en retour demandé les moyens financiers pour cette action que le notable hunde n'a pas pu être en mesure de satisfaire. Sur base de ce malentendu et dans un contexte de pauvreté, un parti satellite de Bahati Lukwebo aurait approché un leader de ces anciens combattants hutu en lui proposant de l'argent et un poste de représentation à la députation provinciale. Depuis nos deux acteurs initiateurs de la dynamique sont candidats aux prochaines élections des députés provinciaux.

Hunde, Hutu et Tutsi un socle de cohésion dans la gestion politique du territoire » ? Le « Real politics » va bien entendu au-delà de bonnes intentions ; cependant ce débat sur la co-gestion concertée d'un territoire miné par les revendications identitaires mérite une attention et un suivi.

2. Les armes cachées dans les villages sont une menace pour la paix durable dans le Masisi.

Le constat que la paix ne sera pas possible ni durable dans le Masisi aussi longtemps que les populations cachent les armes dans leurs villages est revenu plusieurs fois dans nos discussions. La distribution systématique des armes aux populations est imputée à certains politiciens et remonte au début des années 2000. Depuis, la prolifération des armes légères sur le marché local où un AK 47 s'achète à 30\$ pose un sérieux problème de sécurité des personnes et de leurs biens. Les anciens combattants ne cachent pas le fait que la possession d'une arme à feu représente une tentation récurrente de voler, de tuer, de tendre les embuscades et piller les personnes, d'être des tueurs à gage etc.... Dans un contexte de chômage, d'autres ex- combattants voient dans un AK 47 un outil pour se nourrir. Plusieurs tentatives d'échanger les armes détenues par les populations contre un billet de cent dollars américains, les tôles ou autre bien se sont soldées par un échec. La plupart d'entre eux remettaient les vieilles armes et gardaient les nouvelles étant donné que beaucoup ont plusieurs armes à leur disposition. L'incapacité de l'autorité de l'Etat d'imposer l'ordre et la loi rend difficile le ramassage des armes car face à un Etat absent dans plusieurs secteurs de la vie nationale, les populations ont développé les réflexes de compter sur elles-mêmes pour leur protection. Ce réflexe de s'armer de peur d'être attaqué par les milices armées rivales a imposé une sorte d'équilibre de la terreur. Dans nos discussions, il apparaît que l'offre de la paix entre communautés ethniques pourrait être une piste qui aiderait à diminuer la méfiance vis-à-vis de l'autre et comme le disait un des participants « si les Hunde, Hutu et Tutsi pouvaient se rassurer qu'ils ne seront pas attaqués par l'autre perçu comme un ennemi juré, garder les armes dans nos maisons n'aurait pas de raison ni de sens ».

Ceci est plus facile à dire qu'à faire. D'abord parce que les armes distribuées par les politiciens sont une sorte de lien contractuel avec les populations embrigadées dans une logique de peur et d'auto-défense. Ces politiciens ne souhaitent ni ne sont pas prêts au désarmement de ces populations aussi longtemps que cet électorat leur est favorable. Ensuite la manipulation ethnique s'est avérée le seul discours politique que la plupart de politiciens savent manier à chaque échéance électorale. Enfin, le ramassage des armes dans les villages suppose un début d'un minimum d'Etat capable d'assurer l'ordre et la loi, et de rassurer les populations.

A Kibarizo dans la chefferie Bashali, un des anciens combattants hutu a remis cinq armes aux militaires FARDC dans un geste de bonne volonté de construction de la paix au regard d'une paix relative avec les Hunde et un climat de collaboration entre les deux communautés. Quand cette nouvelle est parvenue à Goma, un député provincial originaire du coin a appelé cet ancien combattant le traitant d'idiot naïf qui se laisse bernier en remettant les armes dont ils auront besoin et en brandissant la menace des APCLS hunde de Ngigwe, non loin de la

localité de Kibarizo. Un exemple parmi tant d'autres qui montre les difficultés liées à la circulation des armes dans les villages de Masisi.

La gestion des rumeurs faisant état d'une agression supposée ou fictive des armées rwandaises ou ougandaises et leurs incursions sur le sol congolais au mois d'avril 2015 s'est traduite par le retour en forêts des anciens combattants hutu Nyatura et le recours aux armes cachées. Dans un contexte électoral dans lequel les candidatures à la députation provinciale ont été déposées, ces rumeurs se muent en discours de haine et de manipulation ethnique qui fragilisent les efforts de cohabitation pacifique entre communautés.

Une façon de sevrer les populations de ces manipulations politiciennes a été d'informer les notables de différentes communautés ethniques au niveau provincial et national des efforts de rapprochement des communautés menés par ces anciens combattants. Ces derniers encadrent l'électorat de base et dans ce sens, en revendiquant leur propre visibilité et en parlant pour eux-mêmes, ils remettent en cause le lien de subalternité qui les liait à leurs aînés notables à Kinshasa et ailleurs. L'invitation de ces notables dans les ateliers de restitution des dynamiques de rapprochement des populations à la base a permis aux politiciens de s'enquérir de ce qui se passe dans leurs circonscriptions et de saisir en temps réel le virage que ces anciens combattants sont en train de prendre dans leur discours et efforts de briser les barrières physiques et psychiques pour enfin aller à la rencontre de l'autre différent malgré les murs de la méfiance. Certains politiciens habitués à pêcher dans les eaux troubles n'apprécient pas un tel virage mais plutôt que se mettre à dos leur électorat, ils préfèrent faire avec en attendant sans doute un moyen de rebondir autrement.

3. Le retour des réfugiés congolais vivant dans les pays voisins au Rwanda et en Ouganda est un gage pour une paix durable.

Ce retour concerne principalement les réfugiés tutsi congolais installés dans les camps au Rwanda et en Ouganda depuis le génocide rwandais et ses métastases dans l'Est du Congo. Leur retour timide dans les sillages des rébellions de l'AFDL, du RCD, CNDP et M 23 ont exacerbé les soupçons à leur égard comme étant la cinquième colonne des mouvements armés qui se sont succédés. Ces perceptions sont encore présentes dans les esprits de beaucoup de Congolais mais un fait nouveau est en train d'émerger lentement. La présence des militaires défaits du M 23 en Ouganda et au Rwanda est vécue comme une menace constante aussi longtemps qu'une solution quant à leur sort n'est trouvée. Dans nos ateliers, nombre de participants partagent l'analyse d'un des intervenants quand il dit : « Pour nous rassurer que nous sommes tous ensemble pour écrire une nouvelle page de notre histoire, que les Tutsi ramènent leurs femmes et leurs enfants pour cohabiter avec nous plutôt que les voir venir sous forme des bandes armées telle le CNDP ou le M 23 se battre au Congo pendant que leurs femmes et leurs enfants sont au Rwanda. Qu'ils viennent vivre avec nous et s'il y a des batailles à mener, nous les mènerons ensemble. Nous nous battons ensemble contre l'ennemi. Nous souhaitons qu'il n'y ait plus des camps des déplacés internes et les réfugiés congolais dans nos pays voisins ».

Ce besoin ressenti par les populations de Masisi que la paix durable n'est possible que si les réfugiés tutsi vivant au Rwanda et en Ouganda rentrent au pays pour participer aux efforts de cohabitation entre différentes communautés ethniques marque un tournant important dans la

problématique du retour des réfugiés. La narrative dominante de ces dernières années associe le retour des réfugiés tutsi congolais à l'exacerbation des conflits fonciers autour de leurs champs occupés par des populations restées sur place. D'autres estiment que leur retour est un pré-carré réservé à la tripartite UNHCR, le gouvernement rwandais et congolais. Tout ceci est complexe, aucune solution n'est pour le moment envisagé et le départ dans les pays occidentaux de plusieurs milliers parmi ces réfugiés tutsi complique la donne et sème la confusion quant à leur sort.

Il n'empêche que les voix locales qui s'élèvent dans le Masisi pour réclamer leur retour comme un gage de paix durable pour l'ensemble des habitants de ce territoire s'avèrent une main tendue par les populations locales à leurs voisins d'antan. Il est impératif de prendre au sérieux cette offre de paix entre populations à la base et d'analyser les conditions de mise en application de ce que l'on pourrait appeler « la paix des braves ». Le chemin est encore long et les obstacles à surmonter sont énormes mais cette piste mérite notre attention.

4. Médiation foncière facilitée par un dialogue et une volonté populaire.

La récupération des champs perdus par leurs propriétaires et leur accès en toute sécurité est une conséquence positive marquant la volonté des uns et des autres de rompre avec le passé et d'écrire une nouvelle page de coexistence entre ennemis d'hier. A l'issue des efforts de rapprochement entre communautés, les Hunde de Ngigwe dans la chefferie de Bashali accèdent aujourd'hui à leurs champs et travaillent main dans la main avec les voisins Hutu. Dans le groupement Bafuna, un ancien combattant hutu en collaboration avec les chefs de groupement hunde ont effectué des visites à Miyanja et Lwashi pour exhorter les paysans hutu cultivant les champs des Hunde de les remettre à leurs propriétaires et vice-versa. Une difficulté, par ailleurs surmontable, concerne les champs occupés par les FDLR Rwandais qui ont profité de la fuite des populations hunde pour s'en accaparer. Ces FDLR Rwandais qui sont en fait en situation d'exil et qui ont profité du désordre congolais pour se tailler une niche là où ils peuvent, sont déstabilisés par ce virage de la part des Hutu congolais qui leur demandent de remettre les champs des paysans hunde qu'ils occupent. Etant donné qu'ils n'ont pas de champs propres, ils exigent plutôt que les populations hunde qui veulent récupérer leurs champs acceptent le principe de partage avec les FDLR qui les occupent. Ce dont les Hunde naturellement ne veulent pas entendre parler. Un travail de suivi dans ces négociations compliquées est impératif pour trouver des solutions idoines.

5. Création des revenus alternatifs pour les anciens combattants.

Plusieurs témoignages des anciens combattants tournent autour de leur désir de rompre radicalement avec les groupes armés et les difficultés qu'ils éprouvent à mener une vie ordinaire. La plupart d'entre eux ont tué, volé, violé et pillé, des actes criminels facilités par une arme à leur portée. Se sevrer des possibilités qu'un AK 47 peut leur donner est un défi à défaut d'une embauche ou d'une source alternative de revenus. Etant donné leur nombre important et dans un contexte d'absence de possibilité de projets de haute intensité en main-d'œuvre, trouver des revenus alternatifs pour ces anciens combattants est un vrai problème. Deux propositions ont été faites dans nos discussions. Il s'agit pour certains de s'engager dans

l'élevage des porcs et pour d'autres dans la scierie de bois. L'élevage des porcs est effectivement une possibilité réaliste si la technique de soins et l'alimentation sont maîtrisées. La reproduction des porcs est rapide et le marché de la viande est disponible. La scierie de bois se bute à des questions d'écologie politique et dans ce sens plus difficile à vendre et à faire accepter aux bailleurs potentiels sans une étude préalable de faisabilité d'un tel projet.

6. Réconciliation et devoir de mémoire.

Travailler avec les anciens combattants qui par ailleurs ne cachent pas leur rôle actif dans les massacres perpétrés dans le territoire de Masisi les vingt dernières années et le confessent en public pose les questions incontournables de l'impunité et de la justice mais aussi de la mémoire de ce lourd passé et du sens à lui donner. Les questionnements que Pole Institute posait déjà en 2004 dans un travail similaire de devoir de mémoire sont toujours d'actualité :

- Doit-on continuer à traîner le poids des morts qu'on refuse de nommer et des meurtriers qu'on n'ose pas désigner ?
- Que faire de ces morts issus de toutes nos communautés, qu'on déterre à chaque fois que surgit un conflit entre les individus ou entre les communautés ?
- Mais surtout comment aborder un dossier si lourd tant par le nombre des morts que par la charge émotive de la question, sans paraître remuer le couteau dans la plaie ni avoir l'air de jouer avec le feu dans une région où les pyromanes sont à l'affût de la moindre étincelle pour tout brûler ?
- Comment concilier l'urgence du travail à abattre et le recul nécessaire en vue de ne pas être trop influencé par ses propres sensibilités dans un drame collectif où tout le monde a été, d'une façon ou d'une autre témoin, bourreau (actif ou passif) ou victime ; les rôles pouvant évoluer au gré des vagues meurtrières ?¹²

L'appropriation de ce passé commun est une tâche ardue, et un chantier en édification permanente et devrait interroger la mémoire sous ses multiples dimensions¹³ :

- La mémoire comme puissance de veille. Chaque communauté ethnique dans le Masisi pleure ses morts et chacune a été au gré de temps victime ou bourreau. Notre mémoire a la capacité de réveiller ces blessures et frustrations d'un passé difficile. D'autant plus que la plupart de morts n'ont pas eu de sépulture digne d'un humain et les survivants n'ont gardé pour certains d'entre eux que quelques récits sur leur mort atroce. Un travail de deuil n'a jamais été fait et il est impératif de se demander comment il pourrait s'organiser. Quelles conditions mettre en place pour qu'un tel travail de deuil soit fait et qui seul pourrait permettre que là où possible un récit fondateur d'un vivre ensemble possible émerge ?
- La mémoire comme espace de temps héroïques. Ce passé lourd et difficile a aussi ses moments de sacrifices et de dévouement. Dans nos discussions en ateliers, les faits

¹² Sematumba Onesphore, « Travail de mémoire au Nord-Kivu », in *Devoir de mémoire et responsabilité collective pour l'avenir*, Pole Institute, *Regards Croisés* no 13, Décembre 2004, p. 20

¹³ Sur la mémoire lire les pages d'Achille Mbembe *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte, 2010, 2013, pp 161 – 171.

héroïques des individus qui ont pris le risque de sauver les personnes d'une communauté différente ont été évoqués. C'est le cas notamment des massacres des Tutsi au monastère de Mokoto en mai 1995 par les combattants hutu appuyés par les Interahamwe Rwandais. Les survivants de ce carnage n'ont eu de vie sauve que grâce à un groupe d'une milice hunde de Bashali qui a créé un couloir de sécurité à travers lequel ils ont sauvé de milliers des Tutsi en les acheminant à Kitchanga, un fief contrôlé à cette époque par les combattants hunde. De tels actes de bravoure « trans-ethniques », sont des repères et des ingrédients de création d'un récit fondateur autour duquel une coexistence commune pourrait se tisser.

- La mémoire comme espace d'expiation. Le désir de réparation palpable dans les discours de certains anciens combattants hutu et hunde se bute à ce que l'on peut appeler la logique d'incrimination qui ne désirerait pas laisser passer l'impunité au nom de la paix. Un sentiment certes compréhensible. Mais dans un contexte d'absence de structures de justice compétentes et conscientes des enjeux comment un tel sentiment peut effectivement trouver une réponse idoine ? Sous d'autres cieux, des monuments et des rites censés expurger ce " champ de sang »¹⁴ ont été érigés et mis en place et avec pour fonction de témoigner effectivement de l'effort de réconciliation tout en reconnaissant que les pertes humaines sont irremplaçables. Quelles possibilités et sous quelles conditions de tels espaces d'expiation sont-ils envisageables dans le Masisi ?
- La mémoire comme espace de création d'une âme ou de principe spirituel autour duquel un patrimoine commun de souvenirs pourrait se tisser. Selon plusieurs témoignages d'anciens combattants, le déclic pour un retournement radical et la rupture avec les bandes armées a été provoqué par un geste gratuit d'accueil ou d'ouverture d'une personne censée faire corps avec l'ennemi qu'ils combattaient. Cette découverte d'un humanisme caché derrière le visage d'un ennemi a aidé à l'éclosion de repères d'humanité que nombre de combattants avaient décidé d'enfourer en eux. Comment valoriser et posséder en commun ce riche legs de souvenirs du passé qui pourraient contribuer à garder allumer le feu du désir de vivre ensemble et la volonté de continuer à faire valoir dans le présent l'héritage qu'on a reçu du passé ?

¹⁴ L'expression est empruntée à l'auteur français Chateaubriand.

ANNEXE

VERBATIM MASISI AVEC TRIBUS MAIS SANS TRIBALISME

Propos recueillis lors des ateliers de Kibarizo, Kitchanga, Muheto, Goma, Lushebere, et Nyabyondo.

- “...je m’étais rendue à Kibarizo en martyre. Les **rumeurs** circulaient que **tous** ceux qui répondraient à l’invitation du PRPDE en se rendant à Kibarizo **seraient tués**. Malgré tout, j’ai pris mon courage et j’y suis allée ... A la fin de cette rencontre, tous les membres de ma délégation voulaient que nous rentrions le même jour par crainte d’être tués la nuit. J’ai réussi à les convaincre de passer la nuit à côté de Buzakare pour plus d’assurance.”
- “...il faut reconnaître que nous avons un problème de gestion de la démocratie dans notre territoire parce que quand il s’agit d’élire nos représentants, chaque tribu se mobilise pour élire les membres de sa communauté...**Quand un Hutu ira battre campagne pour un Hunde à Kirumbu ou à Kibarizo (bastion des Hutu), nous aurons réussi à faire un Masisi sans tribalisme** ...sinon tous nos efforts que nous sommes en train de fournir seront vains »
- «je souhaite que même dans le recrutement des agents dans nos institutions respectives, nous tenions compte plus des compétences que de nos appartenances tribales »
- «**dans toutes les tribus, il y a de mauvaises personnes et de bonnes personnes**, nous avons intérêt à travailler avec ceux qui manifestent la bonne volonté »
- « ...je souhaite que la prochaine rencontre se tienne à Nyabiondo et vous exhorte vous tous à vous mobiliser pour vous y rendre »
- «**nous les politiciens** nous sommes de véritables démagogues, des bandits. C’est nous qui **créons des différends entre vous**. C’est nous qui **vous appelons à croire que l’autre est un Rwandais et non votre semblable**. Mais je vous assure que personnellement si j’ai besoin de voir Serufuli pour mes intérêts personnels, je dois tout faire pour le rencontrer et je dois le voir. S’il a la possibilité de résoudre mes problèmes il doit le faire. Mais le mal c’est que quand je rentre à Nyabiondo, je vous montre comment ce Hutu de Serufuli est un mauvais monsieur et que d’ailleurs moi je n’aime pas les Hutu. C’est faux, il ne faut jamais y croire. **Ne nous faites pas confiance car nous aimons attiser le feu** et aller voir certains partenaires et leur montrer que je suis le leader du coin, responsable d’un groupe armé, et que s’ils me contactaient, je serais en mesure de les aider à mettre fin à cette crise qui se vit localement. Nous en avons fait un fonds de commerce. Car si le gouvernement nous remet de l’argent, j’utilise 20% pour faire semblant de mettre fin à la crise et le reste je l’utilise pour des fins propres à moi. Vous, vous demeurez dans la misère et pourtant vous avez été utilisés ou manipulés. Je voudrais attirer l’attention de vous tous mes

frères ici sur notre démagogie à nous politiciens. **Ne nous croyez pas.** Nous, politiciens, nous nous rencontrons le jour comme la nuit à Kinshasa et à Goma et puis nous allons vous manipuler pour vous entretenir. S'il vous plaît **ne nous accordez pas la tribune** si nous venons avec ce genre de discours.....Ces mêmes politiciens me mentaient aussi quand j'étais dans la société civile. Mais depuis que j'ai embrassé la vie politique, j'ai découvert toutes ces réalités »

- « ...à l'époque les Hunde me prenaient pour une folle parce que je leur montrais que tous ceux-là que vous appelez Tutsi et Hutu ce sont vos frères. Actuellement ils me donnent raison parce que nous n'avons rien gagné en nous discriminant. **La complémentarité nous fait avancer** »
- « ...Reprenons nos bonnes habitudes qui consistaient à manger, passer la nuit par tout où nous voulons **sans peur** »
- «Ceux qui m'ont précédé ont parlé de la paix et nous aussi souhaitons la paix dans le Kibabi. Ils ont dit que la cause principale des conflits entre Hunde, Hutu et Tutsi c'est la mauvaise gouvernance. Nous nous sommes entretués à cause des terres. La terre est au cœur de nos conflits. Et les chefs coutumiers sont les principaux instigateurs de nos conflits car ce sont eux qui s'arrangeaient avec les riches à qui ils vendaient les terres des pauvres paysans et les riches les enregistraient au cadastre à Bukavu. Les paysans ne pouvaient ni se défendre ni aller à Bukavu et se retrouvaient en conflits autour des terres disponibles qui normalement devraient se partager équitablement. Si la mauvaise gouvernance est à l'origine de nos conflits, nous demandons aux autorités passées et présentes de mettre en place une commission vérité et réconciliation. Si quelqu'un a acheté la terre, qu'elle lui soit restituée dans la vérité. Mais que celui qui s'est procuré la terre dans le mensonge et la tricherie on le lui dise aussi dans la vérité. Car pour cohabiter il faut se dire la vérité. Dans un passé récent, seul le riche avait droit à la parole et le pauvre était injustement écarté de ses droits. Je demande aux autorités d'aider les populations à retrouver leurs droits et leurs terres grâce à une commission vérité et réconciliation. Les Tutsi ont fui au Rwanda sous prétexte que les Interahamwe les menaçaient et en train de les traquer. Depuis que les Interahamwe ne sont plus chez nous, les Tutsi sont toujours au Rwanda. Pour nous rassurer que nous sommes tous ensemble pour écrire une nouvelle page de notre histoire, que les Tutsi ramènent leurs femmes et leurs enfants pour cohabiter avec nous plutôt que les voir venir sous forme des bandes armées telle le CNDP ou le M 23 se battre au Congo pendant que leurs femmes et leurs enfants sont au Rwanda. Qu'ils viennent vivre avec nous et s'il y a des batailles à mener, nous les mènerons ensemble. Nous nous battons ensemble contre l'ennemi. Nous souhaitons qu'il n'y ait plus des camps des déplacés internes et les réfugiés congolais dans nos pays voisins »
- « ...vivre dans les camps des déplacés ce n'est pas bon »
- « ...que chacun rentre dans ses droits surtout en matière des champs ravés »
- « ...souvenons-nous de nos habitudes de manger, passer la nuit où nous voulions, sans peur ! »
- « ...c'est dans notre mental que tout commence. Nous avons tous construit notre mental en considérant l'autre comme notre ennemi »

- «si vous continuez à cacher les armes pour entretuer, il n'y aura pas de développement ici »
- «Ce qui nous a divisé c'est la mauvaise gouvernance. Quand vous avez un dirigeant qui s'identifie à sa tribu, dites-lui que c'est un fou. Un dirigeant n'a pas de tribu, il est l'église au milieu du village. Il a l'obligation de diriger tout le monde sans distinction et lui donner ses droits. C'est cette mauvaise gouvernance qui a fait que nous nous entretuons. Moi je faisais la ronde dans le Masisi à la recherche de tout Hunde pour le tuer. Mais moi-même je ne savais pas pourquoi je le faisais et ce qui nous divisait. Cette situation commence à la conférence nationale souveraine (CNS), lorsque certains Congolais ont dit que telle catégorie de la population est non congolaise et pourtant il n'y a pas d'échelle des Congolais, nous sommes tous égaux. Ce sont les Hutu et les Tutsi qui étaient considérés comme des non-Congolais et que seuls les Hunde étaient considérés comme de vrais Congolais. Quand une telle prise de position se décidait, les Hunde n'étaient pas là non plus, mais l'homme politique hunde leur avait dit qu'ils sont les seuls vrais Congolais dans le territoire de Masisi et les autres non. C'était à notre absence nous tous quand ces hommes au col blanc avec de belles cravates le disaient. Nous les Hutu et les Tutsi avons cru que ce sont les Hunde avec leur pouvoir coutumier qui ont provoqué cette idéologie. Je vous dis c'est quand on ne connaît pas l'histoire de son pays qu'on fait n'importe quoi sans vérifier. Une commission de recensement a été envoyée pour recenser uniquement les Hunde, Nyanga, Nande et les autres sauf les Hutu et les Tutsi qui étaient considérés comme des Rwandais. Moi qui vous parle je ne connais pas le Rwanda et d'ailleurs pour traverser la frontière on me demande de payer. Nous nous sommes retrouvés sans patrie et comme nous avions en tête que ce sont les Hunde qui sont à la base de notre discrimination, nous avons pris la décision de combattre avec les machettes. Nous attaquions les Hunde même les pauvres qui n'avaient rien à faire avec cette discrimination. Les Hunde ont fait la même chose et ceci a duré pendant 21 ans sans savoir d'où nous venons et où nous allons. Vous comprenez que ce ne sont pas les Hunde qui ont commencé cette idéologie mais l'homme politique, et moi j'ai pris l'arme pour chercher à me confirmer comme Congolais parce que je ne me suis pas amené au Congo mais je me suis retrouvé au Congo par conséquent j'ai droit à être protégé comme tout Congolais à part entière. Quand j'ai pris conscience que et les Hunde, et nous les Hutu, personne n'est à la base de nos conflits, je me suis décidé de demander pardon aux Hunde.....Il y a d'autres jeunes frères qui ont commencé après nous. C'est le cas des Nyatura qui sont rentrés dans cette folie meurtrière sans savoir pourquoi. La seule différence avec nous c'est qu'eux tuaient tout le monde sans distinction. Même les Hutu sont leurs victimes, les Tutsi n'en parlons pas.....Je vous recommande de considérer comme ennemi toute personne, même de votre tribu, qui passera son temps en train de tirer sur la corde tribale pour nous diviser, considérez-le comme ennemi de nous tous, Hutu, Hunde et Tutsi confondus. »
- «je n'ai pas de famille au Rwanda, mon père et tous mes grands-parents sont morts ici, alors dites-moi en cette année 1993 je devais aller où ? »
- «Je demande à tous les Hunde qui sont ici et qui possèdent des champs à Miyanja mais qui ne peuvent y arriver parce qu'ils sont contrôlés par les Hutu de s'y rendre et

voir s'il y a quelque chose de mal qui va leur arriver. Le même message est adressé aux Hutu qui occupent les champs des Hunde de les libérer sans délai et s'ils ont leur champ vers Lwashi qu'ils aillent aussi les récupérer....Celui qui refuse de libérer le champ d'autrui, nous les chefs nous allons nous en occuper. Faisons la paix entre nous et pour cela il faut libérer les champs d'autrui car les champs font partie de ce qui nous divise dans ce territoire. »

- «Nous accusons toujours le Rwandais de venir faire la guerre chez nous. Mais je pense que si les Hutu, Tutsi et Hunde s'entendaient, le Rwandais ne peut rien faire. Ce dernier profite de notre division pour appuyer l'un contre l'autre. »
- «Quand la guerre tribale a commencé, j'étais élève à cette époque. Il y avait deux possibilités : soit vous êtes obligé de prendre les armes, soit de fuir.Le tribalisme c'est notre ennemi »
- «Je ne sais pas pourquoi je me battais. On me disait seulement que tel ou tel est mauvais. Sans savoir pourquoi je me suis engagé parmi les combattants hutu... quand nous avons été attaqués par les Mai Mai, j'ai fui et je me suis caché dans une maison d'une dame hunde. Elle ne m'a pas demandé si j'étais hutu ou un élément Nyatura. Je pensais qu'elle me cachait avec l'intention d'aller faire signe aux Mai Mai pour me tuer parce que pour moi elle était une femme Mai Mai....curieusement elle ne les a pas appelés. Elle m'a donné à manger. Je croyais qu'elle y avait mis du poison. Mais je ne suis pas tombé malade par après. Son acte m'a tellement marqué que je me suis demandé pourquoi je me suis engagé dans le groupe armé ... Il faut reconnaître que nos parents ne sont pas aussi bons. Il arrive qu'ils nous disent des choses et nous grandissons avec un mauvais esprit en nous... »
- «quelque chose n'est pas dit ouvertement et je vais vous le dire car il ne faut pas le cacher : nous ne pouvons pas chercher la paix tout en cachant les armes dans nos maisons... ce message est adressé à tout le monde, Hutu, Hunde et Tutsi. Les armes que vous cachez dans vos maisons peuvent vous tenter toujours à faire du mal : soit voler, tuer les gens, tuer les vaches d'autrui ou terroriser. Nous nous sommes déjà dit que nous devons nous mettre ensemble pour arrêter les détenteurs d'armes illégales. Notre vrai ennemi reste celui qui va continuer à cultiver le tribalisme.... »
- «L'occupation illégale des champs d'autrui est à la base des problèmes que nous avons connus. Ceux qui sont dans les camps des déplacés doivent rentrer dans leur milieux respectifs et récupérer pacifiquement leurs champs....que les autorités de base réinstallent chacun dans son champ, cela va contribuer à ramener la paix »
- « ...Avec ma première arme, un R4 avec 32 chargeurs, nous sommes entrés dans la ferme de monsieur Kinera et nous sommes partis avec 870 vaches que nous avons amenées à Walikale. Avec ce vol des vaches à Osso, à Bihambwe, nous avons oublié que nous nous battions pour notre tribu hunde.... quand la ville de Goma est tombée aux mains de l'AFDL, les militaires de Mobutu commençaient à venir à Masisi fuyant l'AFDL. Nous les avons tous désarmés à Biteete et nous nous sommes partagés leurs armes entre Hutu et Hunde. Après nous avons utilisé ces mêmes armes pour nous entretuer entre nous. Entre combattants Hutu et Hunde, nous avons pris la décision de nous unir encore pour faire face aux Tutsi de l'AFDL. Nous avons installé notre base

à Lushebere pour les empêcher de progresser mais c'était une peine perdue car quelques temps après nous avons appris que Masisi venait de tomber entre leurs mains. Déçu, je me suis rendu dans le camp d'entraînement de Matebe où des hommes très élanés ne nous parlaient que l'anglais ou le kinyarwanda mais Dieu merci, Laurent Désiré Kabila est venu nous encourager en nous disant que nous serons formés pour le bien de la RD Congo. Je me suis battu à plusieurs endroits et en 2002 j'ai décidé d'abandonner les mouvements rebelles pour rejoindre le PARECO de Mugabo et la Fontaine. Je n'ai pas été satisfait chez Mugabo et avec mes 18 éléments hunde, je suis allé rejoindre la Fontaine à Kanyabayonga. A Kanyabayonga, j'ai été victime d'un tribalisme sans pareil. Les Nande ne pouvaient jamais m'associer à leurs réunions. Un soir, j'ai décidé de rentrer à Masisi via Pinga où je suis tombé entre les mains de Ntasibanga, (un Hunde comme moi), qui m'a désarmé avant de me torturer. Trois jours après, j'ai réussi à fuir jusqu'à Buabo où j'ai été accueilli par ma famille qui me croyait mort... Le groupe APCLS était opérationnel dans ma région. J'ai décidé de l'intégrer car il est de ma communauté hunde et j'ai reçu le grade de major à la tête d'un bataillon....Je ne pouvais pas continuer cette vie et je me suis rendu à la Monusco avec mes 18 éléments dans l'espoir d'avoir un document de démobilisation mais la Monusco m'a remis après un mois au bureau de renseignements des FARDC en état d'arrestation. J'ai profité d'une distraction des éléments commis à la garde pour fuir jusqu'à Masisi sans aucun document. Je me suis mis en contact avec un bureau de PNUD pour exprimer mon désir d'obtenir un document de démobilisation. Une délégation du PNUD m'a rejoint à Masisi, j'ai remis les armes que je détenais et un document attestant ma démobilisation m'a été remis. A l'heure actuelle, j'ai besoin de faire la paix. J'étais comme un lion qui ne mange jamais de légumes. J'avais besoin de verser le sang tous les jours. Je vous assure que la détention d'une arme dans la maison pousse l'homme à adopter un comportement non naturel. L'arme détenue vous oblige toujours à voler pour avoir de l'argent, elle vous amène à ne pas avoir peur de qui que ce soit et à faire tout ce qu'on veut...Quand j'ai eu de l'or à Lubao et Samba, il m'est arrivé de manipuler dix-sept mille dollars américains (17. 000 \$) que je pouvais consommer en un temps record. Seules les femmes, l'alcool, et la musique étaient mon investissement....Sautons sur cette occasion qui nous est offerte pour faire la paix. On peut dire que les Tutsi et les Hutu sont venus du Rwanda et les Hunde de Toro en Ouganda. Mais rassurez-vous : personne n'a la force de chasser une communauté jusqu'au lieu de ses origines. Vivons ensemble s'il vous plaît et je vous exhorte à déposer les armes... »

- « ...Mon père hunde avait trois femmes : deux femmes Hunde et une femme Tutsi. J'ai pris l'arme en 1996 parce que ma mère a été tuée simplement parce qu'elle est tutsi. Je suis allé en formation à Rumangabo à l'époque de l'AFDL avec pour objectif d'éliminer les Hunde qui avaient tué ma mère.... »
- « Je suis de Mahanga dans le groupement Nyamaboko, village Luhalo. Dans mon enfance nous avons grandi dans l'unité entre Hutu, Hunde et Tutsi. J'étais bouvier, un métier qu'un Tutsi m'a appris. Au début de la guerre tribale de 1993, un Hutu est venu prévenir mon père qu'il risquait de se faire tuer et de fuir étant donné que la majorité de la population était hutu dans cette contrée. Nous avons quitté notre village pour se

réfugier à Lwashi, une région habitait majoritairement par les Hunde. Mais les Hunde de Lwashi nous ont pris pour des Hutu car nous venions d'un milieu sous contrôle des Hutu et qu'il fallait nous tuer. J'ai pris les armes pour me défendre contre mes frères hunde....A l'entrée de l'AFDL, je suis allé en formation à Matebe....Au début de la rébellion du RCD, quelqu'un est venu nous dire que c'est un mouvement des Tutsi qui veulent conquérir ce pays et que par conséquent les Hunde n'auront plus où vivre. Il m'a demandé de quitter l'armée pour aller former notre propre armée à Masisi et combattre les Tutsi. Je suis allé dans mon village de Luhalo où j'ai regroupé les jeunes pour les former. Nous étions un petit groupe et nous avons besoin de nous renforcer. Je suis allé demander de l'aide à Ntasibanga à Pinga pour nous renforcer en hommes, armes et munitions. Mais ce dernier m'a plutôt demandé de travailler avec lui et m'a confié le grade de commandant CRAPE. Mon rôle était de voler pour nourrir nos troupes. J'envoyais mes éléments à Kitobo, Mpeti, Kanyabayonga, et Rugarama pour organiser les attentats et les vols. Ma conscience me pesait lourdement et j'ai décidé de quitter pour me rendre à Lukweti dans ma belle-famille. Mener une vie ordinaire sans les hommes sous mon commandement était difficile pour moi. Je suis rentré chez Ntasibanga avec trois armes que je cachais dans un pneu et à l'époque, Pinga était sous le contrôle des militaires loyalistes parmi lesquels les Hutu et les Tutsi. Nous avons programmé l'attaque de Pinga contre les FARDC et nous les avons délogés. Je suis allé avec mes éléments jusqu'à Kashuga où je reçus l'ordre de Ntasibanga demandant d'attaquer les milieux contrôlés par les Hutu vers Bibwe avec pour objectif de tuer tout Hutu qui avait occupé les champs des Hunde. Nous avons exécuté cet ordre. J'ai constaté que je ne gagnais rien dans tout cela sinon cultiver la haine alors que dans mon enfance j'avais grandi avec les Hutu et les Tutsi sans aucun problème. Lorsqu'il a été demandé aux groupes armés de quitter la forêt pour se rendre à Mushaki au brassage, je m'y suis rendu et c'est à Mushaki où j'ai décidé de quitter l'armée car un tel choix nous était offert. Depuis, j'ai créé un groupe d'anciens combattants et je lui ai donné le nom de « TUELEWE KUISHI » (Apprenons à vivre). Avec mon groupe nous faisons le théâtre car dans l'entre-temps je suis allé à Dar-es-Salaam faire le cinéma. Nous faisons le théâtre sur la paix dans les églises, les marchés pour mobiliser une masse critique en faveur de la paix ».



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne.
Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de Pole
Institute et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la
position de l'Union Européenne